

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Dette-illegitime-de-la-Bolivie>

La Dette illégitime de la Bolivie

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : lundi 16 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Lors du retentissant soulèvement populaire qui a secoué la Bolivie en octobre dernier, les thèmes de la souveraineté sur les ressources naturelles, de la culture de plantes de coca, d'un accès de la Bolivie à la mer et du rejet du projet de Zone de libre-échange des Amériques (ALCA) ont été au centre des revendications populaires. Il en est pourtant un qui mériterait d'être mis davantage en avant : celui de la dette extérieure.

Par Frédéric Lévêque

CADTM, 9 février 2004

C'est dans les années 1970, lorsque le pays se trouvait sous le joug de la dictature militaire, que la dette extérieure du pays s'envola. Dans son « Histoire de la dette extérieure bolivienne » (El Juguete Rabioso, septembre 2002), Luis Alberto Echazú ne laisse planer aucun doute : « Durant cette période, la dette a crû davantage que dans d'autres. Ce sont surtout des crédits avec les banques privées internationales, à de haut taux d'intérêts et à courts termes qui furent contractés ; tout cela malgré le fait que le pays ait reçu des montants importants pour ses exportations, à des prix élevés. Le solde de la dette s'éleva à 1799 millions de dollars, à un rythme de 17%, alors que le produit intérieur brut [1](PIB) crut de seulement 5,2%. En 1977, le pays reçut 422 millions de dollars de crédits, le montant le plus élevé de l'histoire jusqu'en 1998, ce qui montre le soutien dont a bénéficié ce gouvernement de la part des organismes financiers, des banques privées internationales et du gouvernement des Etats-Unis. (...) Les énormes montants de la dette furent mal investis, dans des travaux mal planifiés, avec des surcoûts et, dans nombreux cas, servirent à augmenter des fortunes personnelles. La dette, en 1978, représentait 94% du PIB, pourcentage très supérieur à toutes les autres périodes, ce qui montre un endettement excessif qui a grevé l'avenir du pays. »

De 1978 à 1982, la Bolivie vécut une période troublée de transition à la démocratie formelle, rythmée par des grèves, trois élections, quatre coups d'Etat et plusieurs massacres. En 1982, la dette extérieure était supérieure au PIB. C'est à cette époque que le pays dut faire les paiements les plus élevés de son histoire.

C'est en 1985, alors que le mouvement des mineurs connaissait son chant du cygne, avec sa *Marcha por la Vida*, que la Bolivie entra de plain-pied dans le modèle néolibéral : contrôle du déficit fiscal, libéralisation et « ouverture » économique, privatisations - on parle de capitalisation en Bolivie - des entreprises publiques.

« Depuis 1986 (...), les gouvernements néo-libéraux successifs ont participé à huit rounds de négociation du Club de Paris. De 1993 à 1998, la dette a été rachetée aux banques privées. Au cours de toutes ces négociations, jusqu'en 2000, la Bolivie a bénéficié d'une remise de dette de près de 3.950 millions de dollars et, malgré cela, la dette et son remboursement restent dans l'actualité une charge insupportable pour la faible économie bolivienne ». (Luis Alberto Echazú, « Histoire de la dette extérieure bolivienne », 2002) Une économie qui a subsisté socialement grâce à un matelas économique constitué par l'économie de la drogue, selon Gustavo Soto. Selon des chiffres officiels exposés devant le Club de Paris, quelques 500 millions de dollars seraient entrés annuellement dans l'économie bolivienne [2], permettant à la cleptomane classe politique locale d'amasser des fortunes personnelles sur le dos de la majorité, en bénéficiant de la complicité des institutions internationales et des transnationales. Récemment encore, des associations dénonçaient le financement par des institutions financières internationales de méga-projets au bénéfice d'entreprises étrangères. Selon l'Institut d'Etudes politiques (IPS), Enron, en faillite aux Etats-Unis et accusée de corruption dans d'autres pays, aurait bénéficié d'un financement de 7 milliards de dollars pour divers projets en Amérique latine (la Bolivie incluse) de la part d'institutions comme la Banque mondiale (David Zuniga, *La Jornada*, 15-10-03).

L'application de programmes d'ajustement structurel a converti le pays en un self-service où l'oligarchie et les transnationales se sont servies sur le dos de la majorité de la population. Pour Walter Chavez, « ce système a fonctionné pour ainsi dire à la perfection jusqu'en 1999. Si les côtés dramatiques de cette crise ont mis du temps à se manifester, c'est parce que les indicateurs macroéconomiques sont restés stables, que l'inflation demeurait

raisonnable (donnée qui prouve la concentration de la demande) et que la population n'était pas obligée de faire la queue pour se ravitailler comme autrefois. » (Le Monde diplomatique, mai 2003)

En 1996, à Lyon, le G7 lance l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTe) [3], dont la Bolivie fait partie. Le vice-président de l'époque, Jorge Quiroga, se réjouit de l'initiative : « Nous sommes extrêmement satisfaits des mesures prises par la Banque mondiale et le FMI pour permettre à la Bolivie de bénéficier d'un allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTe... Grâce à cela, nous pourrions apporter des améliorations majeures dans les domaines de la santé, de l'éducation et du niveau de vie de ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. » (www.worldbank.org) En fait, cette initiative ne vise pas à libérer les 42 pays concernés de leur dette mais à rendre celle-ci soutenable. Pour Damien Millet [4] (CADTM France), « la différence est de taille : on va annuler juste ce qu'il faut pour [les] faire payer au maximum de leurs possibilités. (...) L'initiative PPTe est avant tout destinée à garantir la pérennité des remboursements et à dissimuler le renforcement de l'ajustement structurel sous une apparence de générosité. » L'ajustement structurel est rebaptisé « Cadre/Document stratégique de lutte contre la pauvreté ». Ce changement ne fait pas illusion. Le pays entre dans une crise dont il n'est pas encore sorti. De nouveaux mouvements sociaux émergent en force en septembre 2000.

Urgence sociale

Bien qu'ayant atteint, avec neuf autres pays, le point d'achèvement de l'Initiative PPTe, les Boliviens attendent toujours les fameuses « améliorations majeures » que promettait Quiroga. La situation sociale et économique, sur fond de tensions politiques, s'est aggravée. « Entre 1998 et 2002, le revenu par habitant a chuté de presque un cinquième. Selon les données du Ministère des Finances, le revenu par habitant en 1998 était d'un peu plus de 1.100 dollars par an et en 2002 seulement de 900 dollars. (...) Les données officielles montrent qu'actuellement un cinquième des foyers les plus riches reçoit les revenus presque 50 fois supérieurs à ceux du cinquième le plus pauvre. 10 % de la population la plus riche concentrent un tiers du revenu national et davantage d'argent que celui obtenu par 70 % de la population, composés principalement d'indigènes, paysans, travailleurs au noir, ouvriers et femmes. » (Walter Chavez, *ibid.*) Le PIB du pays atteint à peine les 7.800 millions de dollars (2002). La pauvreté touche 64% de la population, et jusqu'à 82% de celle-ci en zone rurale.

De l'Impuestazo à la guerre du gaz

Même si l'échec de ses politiques est patent, et qu'il fait face à de nombreuses critiques à la suite des crises argentine, brésilienne et asiatique, le FMI continue d'appliquer la même recette. Pour résorber le déficit public du pays (8,9% en 2002), le FMI exigea du gouvernement Goni, en février 2003, de diminuer les dépenses publiques et d'augmenter les impôts. La révolte de la population - connue sous le nom d'Impuestazo - le fit reculer. Fragilisé, le gouvernement continua néanmoins à obéir aux injonctions du Fonds en signant un accord stand-by avec celui-ci, en mars 2003, déterminant un cadre pour la stabilisation macro-économique et la poursuite des contre-réformes et pour bénéficier d'appuis internationaux. A la suite de cet accord, le gouvernement fit adopter un nouveau code des impôts amnistiant les chefs d'entreprises pour 60% de leurs dettes fiscales, ce qui équivalait à 300 millions de dollars, soit 40% du déficit public (ADITAL, décembre 2003). C'est finalement la volonté exprimée par le gouvernement d'exporter le gaz par un port chilien et au profit de transnationales qui fera chuter Goni.

Annulez la dette !

« (...) Nous considérons la dette externe contractée sous les dictatures comme illégale, immorale et corrompue, l'Etat bolivien devant se refuser à la payer, avec des arguments légaux, légitimes, moraux et pratiques, ce pourquoi nous considérons comme coupables aussi les gouvernements qui ont assumé des responsabilités contre l'économie du pays. Nous considérons que la dette extérieure contractée durant la période démocratique est aussi une dette immorale et illégitime et impayable, pour avoir été concédée et assumée dans le cadre d'une politique économique

néolibérale de soumission à des intérêts contraires à notre dignité et souveraineté. »

Cet extrait du verdict d'un tribunal populaire bolivien contre la dette [5] tenu fin 2001 est explicite. "Le pays a déjà payé la totalité du capital de la dette légalement contractée. Jusqu'en décembre 2000, le pays a reçu au total 8.423,3 millions de dollars, dont 2.960 sont illégaux (dictature), ce qui fait que le pays a reçu légalement 5.467,6 millions de dollars de 1971 à 2000. Le service de la dette au cours de la même période s'éleva à 6.646,5 millions de dollars" [6]. Bien que s'étant réduite très légèrement grâce à l'Initiative PPTE, la dette extérieure bolivienne a repris sa croissance en 2003. (4.700 millions de dollars selon la CEPAL). Additionnée à la dette publique intérieure, elle continue à étouffer l'Etat bolivien et à être responsable de la détérioration des indicateurs sociaux.

Si les mouvements populaires et politiques boliviens repartent à l'assaut d'un système qui leur impose chaque jour plus de sacrifices - certains leaders et mouvements l'annoncent -, la répudiation de la dette devrait certainement faire partie de leurs revendications prioritaires.

Post-scriptum :

Notes :

[1] Produit intérieur brut : Le PIB traduit la richesse totale produite sur un territoire donné, estimée par la somme des valeurs ajoutées.

[2] Gustavo Soto, La Bolivia Neoliberal 1985-2001, Défis Sud, n°50.

[3] Pour en savoir plus sur l'Initiative PPTE, consultez le glossaire du site du Comité pour l'Annulation de la Dette du tiers Monde : <http://www.cadtm.org/article.php3?...> - p7

[4] Damien Millet, L'initiative PPTE : entre illusions & arnaques, www.cadtm.org, 02-12-03.

[5] ALAI, América Latina en Movimiento, Audiencia boliviana : Veredicto del Jurado, décembre 2001.

[6] Luis Alberto Echazu, Bolivia : La deuda externa, el alivio de la deuda y la lucha contra la pobreza, Rebelion, août 2002.